



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 25/11/2024
N°150

L'Etat et Atos entrent en négociations exclusives pour l'acquisition de l'intégralité des activités « Advanced computing » du groupe

Antoine Armand, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, se félicite de l'ouverture de discussions exclusives avec Atos à la suite de l'offre déposée le 24 novembre par l'Agence des Participations de l'État, visant à acquérir l'intégralité des activités « Advanced Computing » du groupe Atos. Cette étape clé confirme la solidité du projet de l'État pour ces activités souveraines.

L'activité Advanced Computing d'Atos regroupe plus de 2500 personnes majoritairement en France et réalise un chiffre d'affaires d'environ 570 M€. Elle conçoit et fabrique des serveurs de haute performance ainsi que des supercalculateurs, technologies critiques dont les applications au profit de la Défense et de l'industrie française sont essentielles pour notre souveraineté.

L'acceptation par Atos de cette offre permet d'ouvrir une phase d'audit approfondi dont l'objectif est d'aboutir dans les prochains mois à un contrat d'acquisition, qui devra être validé par la juridiction compétente dans le cadre du plan de sauvegarde en cours. Les autres activités souveraines du groupe Atos font d'ores et déjà l'objet d'une protection adéquate par l'intermédiaire de la convention et de l'action de préférence dont bénéficie l'État. Leur cession sera menée par Atos dans le cadre d'un processus distinct et sur la base d'une liste d'acquéreurs possibles agréés par l'État.

« L'ouverture des discussions exclusives entre l'État et Atos constitue une première étape cruciale, non seulement pour le redressement et la restructuration du groupe mais aussi pour la sécurisation de l'activité stratégique des supercalculateurs. Il est du rôle de l'État que de garantir, comme actionnaire lorsque cela le justifie, la pérennité et le développement des activités industrielles les plus stratégiques pour notre souveraineté. » a déclaré Antoine Armand, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.